

**Rapport de présentation du projet de décret portant approbation des conventions type de mise à disposition prévues par l'article 81 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, soumis à l'avis de la commission statutaire du CSFPE du 9 juillet 2014**

L'article 78 de loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles prévoit que l'Etat confie aux collectivités territoriales et aux groupements d'intérêt public qui le demandent l'exercice de la gestion de tout ou partie des fonds européens.

Le transfert d'une compétence entraîne la mise à disposition des services ou parties de services de l'Etat en charge de cette compétence jusqu'à ce qu'un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de leur transfert définitif (article 83).

Le II de l'article 81 prévoit que dans un délai de trois mois à compter de la publication d'un décret approuvant une convention type, une ou plusieurs conventions, conclues entre le représentant de l'Etat et l'exécutif de la collectivité bénéficiaire du transfert de compétences, constatent la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice des compétences transférées, mis à disposition de la collectivité ou du groupement de collectivités. Les agents affectés dans ces services sont de plein droit mis à disposition à titre individuel et gratuit.

Le projet de décret soumis à l'avis du CSFPE est pris en application de cet article.

Son objet est d'approuver les conventions type de mise à disposition des services de l'Etat (SGAR, DREAL, DIRECTE) qui participent à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales ou aux groupements d'intérêt public en matière de fonds européens.

Ce projet comporte trois annexes : une convention type par fonds (FSE, FEADER, FEDER) afin de tenir compte des modalités spécifiques de transfert de la gestion de chacun de ces fonds telles que prévues par la circulaire conjointe de la DATAR et de la DGCL du 16 décembre 2013 adressée aux préfets de région.

Chaque convention comporte une annexe faisant apparaître deux tableaux récapitulant l'état des effectifs par catégories, au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013, affectés à l'exercice des compétences transférées. Ces dispositions sont prévues en application de l'article 80 de la loi du 27 janvier 2014 précitée qui prévoit que sont transférés ou mis à disposition les emplois pourvus au 31 décembre de l'année précédent l'année du transfert de compétence, sous réserve que leur nombre global ne soit pas inférieur à celui constaté le 31 décembre 2012.